

Nicolas Sarkozy veut donner « tout pour la France »... et pour les agriculteurs ?

© 03/11/2016 | 👤 Arnaud Carpon • 📰 Terre-net Média

Nicolas Sarkozy entend donner « tout pour la France ». Mais l'ancien chef de l'Etat compte-t-il tout donner pour un secteur agricole en crise majeure ? Il faudra attendre son éventuelle victoire à la primaire de la droite et du centre, car l'agriculture n'est pas évoquée dans son livre programmatique.



Dans son
"livre
candidature"
"Tout pour
la France",
Nicolas
Sarkozy
n'aborde
pas les
questions
agricoles.
(©Terre-net
Média)

Dans son ouvrage « Tout pour la France » publié en guise d'officialisation de sa candidature à la primaire de la droite et du centre, et de surcroît à l'élection présidentielle 2017, Nicolas Sarkozy parle de nombreuses catégories de citoyens : des chômeurs, des non-diplômés, des fonctionnaires, des enseignants, des employeurs et des salariés en général, mais aussi des chauffeurs de taxis, des délinquants, du personnel judiciaire, des migrants, etc... Et des agriculteurs ? Comme une majorité de candidats à cette première échéance partisane, il n'en dit mot.

Primaire de la droite et du centre : demandez le programme !

D'ici les 20 et 27 novembre 2016, dates des deux tours de scrutin de la primaire de la droite et du centre en vue de la présidentielle 2017, Terre-net vous propose le détail des programmes agricoles des sept candidats en lice.

Que propose donc l'ancien chef de l'Etat pour un secteur agricole subissant, pour plusieurs de ses filières, une crise structurelle majeure et, pour d'autres, des aléas conjoncturels et climatiques jamais vus ? Tout juste évoque-t-il une nécessaire « **réforme du marché mondial des matières premières et agricoles** », et supprimera-t-il, s'il était élu, le compte individuel de pénibilité au travail. Pour le reste, il faudra repasser.

Réforme fiscale, moratoire sur les normes...

La fondation Ifrap, un think tank dédié à l'analyse des politiques publiques, relève néanmoins quelques propositions et promesses. Selon l'organisation, Nicolas Sarkozy souhaite une « refonte du régime de la Déduction pour aléa (DPA) pour poursuivre un objectif de débureaucratisation ».

A l'instar de ses opposants de la droite et du centre, l'ancien président veut créer un « moratoire sur la **surtransposition de textes européens**, associé à une démarche de déconstruction de certaines normes nationales devenues obsolètes », citant le contrôle des structures et le compte pénibilité.

Selon l'Ifrap, Nicolas Sarkozy se prononce pour une plus grande régionalisation des aides de la Pac, par une « délégation aux régions de l'orientation des crédits de la Pac vers les investissements physiques, le développement des exploitations agricoles et des entreprises ».

En matière de répartition de la valeur ajoutée et du pouvoir des agriculteurs dans la chaîne alimentaire, le candidat souhaiterait « améliorer la transparence, quitte à faire évoluer le cadre du droit de la concurrence au niveau européen ». Concernant la contractualisation, il propose que les clauses de détermination des prix tiennent compte des coûts de production des agriculteurs et fassent référence à des indices publics de prix ».

Pour définir et ajuster des stratégies communes, l'ancien chef de l'Etat souhaite instaurer des « rendez-vous pluriannuels de l'ensemble des acteurs des filières agricoles ».

Enfin, sur le volet environnemental, il évoque, toujours selon l'Ifrap, la « rémunération des services écosystémiques rendus par les agriculteurs ». Le pilotage national et local de la « police de l'eau » serait revu, grâce à un rapprochement de l'Onema (office national de l'eau et des milieux aquatiques) avec les DDT sous l'autorité du préfet.

Et, ultime proposition, mais qui fera grincer à coup sûr les dents des écologistes et ONG : la « création d'un ministère de l'Agriculture pilote des politiques environnementales, en lieu et place du ministère de l'Ecologie ».

>> Retrouvez les programmes agricoles des sept candidats: [Jean-François Copé](#), [François Fillon](#), [Alain Juppé](#), [Nathalie Kosciusko-Morizet](#), [Bruno Le Maire](#), [Jean-Frédéric Poisson](#), [Nicolas Sarkozy](#).